

Pour Trump, l'Amérique latine devient « une arrière-cour stratégique et sécuritaire »

Géoolitique. Laurent Delcourt, chercheur au Centre tricontinental, analyse le coup de force américain au Venezuela et la doctrine Trump à l'égard de l'hémisphère occidentale, du Groenland au sud de l'Amérique.



Olivier Berger
Journaliste

Comment qualifiez-vous l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolás Maduro ?

Il traduit une vision des États-Unis depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. On en trouve la traduction programmatique dans le document de sécurité nationale publié en décembre par l'administration Trump. Elle décrit une forme de réactivation, voire de radicalisation de la doctrine Monroe, élaborée en 1823, une doctrine défensive qui s'opposait à l'ingérence des nations européennes dans les affaires latino-américaines. Cette doctrine allait devenir offensive en 1904 avec Theodore Roosevelt au nom de la préservation des intérêts américains. Comme ceux de United Fruit au Guatemala en 1954 ou lors de l'enlèvement de Manuel Noriega au Panama en 1989. Tout s'inscrit comme une vision interventionniste des États-Unis même s'il y

eut un assouplissement sous Obama (2008-2016).

Donald Trump a remodelé cette doctrine interventionniste...

Dès son premier mandat (2016-2020), Donald Trump a voulu réactiver cette doctrine mais à son image, assez incohérente et circonstancielle. Dans le document de décembre, on découvre un corollaire Trump à la doctrine Monroe, un droit d'exercer une coercition dans tous les domaines, y compris militaire, sur l'hémisphère occidental, qui va du Groenland au sud de l'Amérique. C'est un espace vital qui doit être sécurisé afin de garantir le contrôle sur les chaînes de valeur qui intéressent les États-Unis : le pétrole, les minéraux critiques indispensables au développement du numérique, de l'IA et de la transition énergétique mais aussi l'immigration. L'Amérique latine cesse d'être un ensemble d'États souverains pour devenir une zone d'intérêt stratégique.

Comment l'Amérique latine a-t-elle accueilli ce coup de force ?

L'Argentine de Milei, le Salvador, le Paraguay

et l'Équateur ont applaudi. Les condamnations les plus virulentes sont venues de Colombie, du Mexique et du Brésil, gouvernés par la gauche. Il existe une ligne de fracture sur l'intention américaine de créer une arrière-cour stratégique et sécuritaire. La presse brésilienne craint que l'administration Trump ne s'immisce dans l'élection présidentielle d'octobre. Comme elle avait tenté de le faire, l'été dernier, dans les enquêtes judiciaires contre la tentative de coup d'État de l'ancien président Jair Bolsonaro.

« Que se passera-t-il si Donald Trump s'attaque au Groenland ? Les dirigeants européens pourraient beaucoup protester et laisser passer. Ils sont terrifiés par Trump. »

Quel est le scénario le plus crédible au Venezuela ?

On entre en terre inconnue sur l'avenir de ce pays. Trump semble vouloir négocier avec la

présidente par intérim Delcy Rodríguez et les piliers du régime madurien restés en place. Il ne cherche pas une transition mais un accès aux ressources pétrolières et la fin des contrats du Venezuela avec la Chine, comme il l'a fait au Panama. Il est possible que le gouvernement vénézuélien accepte les conditions de Trump pour se préserver... Un autre aspect a été négligé jusqu'ici : l'administration Trump cherche le pétrole vénézuélien et à rompre avec la Chine, mais aussi à préserver le système du pétrodollar qui lui permet de financer sa dette.

On a l'impression que l'Europe assiste impuissante à cette pression maximale...

On ne peut qu'être stupéfait par l'attitude des dirigeants européens qui se sont refusés à condamner cette violation caractérisée du droit international et de la charte des Nations unies, par lâcheté et naïveté. Que se passera-t-il si Donald Trump s'attaque au Groenland, territoire du Danemark, allié de l'OTAN ? Les dirigeants européens pourraient beaucoup protester et laisser passer. Ils sont terrifiés par Trump. ●



« Trump ne cherche pas une transition mais un accès aux ressources pétrolières et la fin des contrats du Venezuela avec la Chine, comme il l'a fait au Panama. »

Laurent Delcourt, chercheur au Centre tricontinental

Le président américain Donald Trump, entouré du secrétaire d'État Marco Rubio (à droite) et du directeur de la CIA, John Ratcliffe, observe, depuis sa résidence de Mar-a-Lago en Floride, le déroulement de l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro, le 1^{er} janvier. Photo AFP

Pression pétrolière sur le Venezuela

Dans la confusion qui entoure la succession de Nicolás Maduro, Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, a assuré que Washington avait un plan en trois étapes pour le Venezuela. « La première étape est la stabilisation du pays », la deuxième, nommée « rétablissement », consiste à « s'assurer que les entreprises américaines, occidentales et autres aient accès au marché vénézuélien de manière juste », tandis que la troisième serait « bien sûr, de transition ». En réalité, jusqu'ici, une sorte de dialogue s'instaure entre les USA, la présidente par intérim Delcy Rodríguez et les caciques du gouvernement madurien. La compagnie pétrolière publique

du Venezuela, PDVSA, a annoncé négocier la vente de pétrole avec les États-Unis.

« 30 à 50 millions de barils »

Donald Trump préfère fanfaronner sur les « 30 à 50 millions de barils » remis aux États-Unis et revendus au « prix du marché », et sur le fait que « le Venezuela n'achètera que des produits fabriqués aux États-Unis avec l'argent de notre nouvel accord pétrolier ». Pour l'heure, le blocus maritime américain se poursuit, bloquant les exportations vénézuéliennes avec l'arrondissement de cinq navires frappés par des sanctions et l'embargo. ●

Pour ses 80 ans, l'héritage de l'ONU mis à l'épreuve

Il y a 80 ans jour pour jour, le 10 janvier 1946, cinquante et un pays se réunissaient à Londres pour la première Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Née dans les ruines de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU incarnait l'espoir d'un ordre international fondé sur la coopération, le règlement pacifique des différends et le respect de la souveraineté des États. Huit décennies plus tard, cet héritage semble en grand danger. La capture du président Nicolás Maduro par une action spéciale américaine ravive les interrogations sur l'état du multilatéralisme. Dénoncée par plusieurs États et débattue en urgence au Conseil de sécurité, l'opération est accusée de violer les principes cardinaux de la charte des Nations unies, notam-

ment le non-recours à la force et le respect de l'intégrité territoriale.

« Un dangereux précédent »

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde contre « un dangereux précédent ». À Londres, Paris ou Bruxelles, le droit international est invoqué sans véritable consensus, comme s'il peinait à s'imposer face aux logiques de puissance et dans un monde de plus en plus régi par la force. À l'heure où l'ONU fête les 80 ans de sa première assemblée générale, l'écart entre les principes fondateurs du multilatéralisme et les pratiques actuelles d'États comme les États-Unis ou la Russie n'a jamais semblé aussi manifeste. ●

Constance Pascal

En carte Les interventions américaines en Amérique latine et centrale



Infographie La Voix du Nord / SBI



MILLON 1978
Maison de ventes aux enchères

Contact
Ludivine PLADEPOUSAUX
06 74 87 77 95
lille@millon.com
millon.com

ESTIMATIONS GRACIEUSES : Lundi 19 janvier sur rendez-vous

Showroom Clivia NOBILI 40 bis rue St-André - 59000 LILLE
Notre réseau de plus de 30 experts nous accompagne en visio !

CHINE, XIX^e siècle
Porcelaine
Adjugé 93 000 €

Collier de perles fines
Adjugé 80 000 €

Demi-Louis 1720, Lille
Adjugé 9 200 €

Émile Gallé. Coupe
Adjugé 18 500 €

Gérard SCHNEIDER. Adjugé 40 000 €

VENDEZ VOS TRÉSORS AUX ENCHÈRES À PARIS DROUOT !